

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

# L'Edito du Psy-Elections israéliennes, législatives libanaises et présidentielle iranienne : trois échéances cruciales.



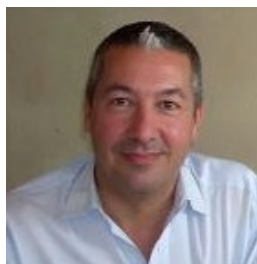
Date de mise en ligne : dimanche 1er février 2009

- Politique -

---

Nice Premium

---



Trois dates, en apparence anodines, dans la vie politique de quelques pays. Trois échéances électorales dont l'issue déterminera pourtant une grande part de la stabilité régionale, sinon mondiale. Fenêtres d'opportunités pour les uns, gouffres d'insécurité pour les autres. Une période cruciale qui s'ouvre en effet avec les élections israéliennes à la Knesset, le 10 février prochain. Loin d'être achevée, sauf à considérer le « Shock and Awe » comme une finalité stratégique, l'intervention armée de Tsahal à Gaza décidée par le gouvernement sortant n'était pas dénuée, quoi qu'il en dise, d'arrière-pensées électorales. Lesquelles n'auront pas empêché le leader de la droite Benjamin Nétanyahou de demeurer favori dans les sondages. Reste à connaître la véritable dimension -à usage interne ou annonciatrice d'une opération militaire- des déclarations du chef du Likoud sur le fait que « l'Iran n'aura pas la bombe nucléaire ». Au-delà de la spéculation électorale, deux facteurs restent déterminants : les services israéliens tiennent toujours l'année 2010 pour la date butoir au-delà de laquelle Téhéran disposera de moyens lui permettant de mettre au point une arme nucléaire. Il est par ailleurs impensable que les Etats-Unis n'interviennent pas en cas d'une action unilatérale de l'Etat hébreu où ce dernier engagerait sa survie.

Deuxième date, celle des élections législatives au Liban programmées pour le 7 juin 2009. La minute de vérité pour ce pays où s'opposent deux visions politiques radicales : celle de la coalition du 14 mars et celle favorable à la Syrie, alliée au Hezbollah. Alors que la seconde partait gagnante au mois d'août dernier, les élections syndicales professionnelles de fin d'année ont surpris par un mouvement largement favorable au camp actuellement majoritaire. Mais il est à craindre que ces échéances ne satisfassent personne : en cas de victoire de l'actuelle coalition gouvernementale, la milice chiite qui n'a jamais rendu ses armements pourrait décider de reprendre sa complète liberté d'action contre l'Etat hébreu. Une liberté à laquelle elle s'est volontairement imposé des limites lors de la récente guerre dans la bande de Gaza afin de ne pas effrayer des électeurs encore indécis et ménager sa prétention à intégrer le jeu politique institutionnel libanais. En cas de victoire des forces du 8 mars et du Hezbollah, ce dernier aura toute « légitimité nationale » pour éventuellement entreprendre des actions de terrain à la demande de Téhéran, la seule autorité dont se réclame finalement son Secrétaire général Hassan Nasrallah. Avec des conséquences dramatiques pour le pays du cèdre. Et, l'on s'en doute, pour l'ensemble de la région.

Cinq jours plus tard se tiendront les présidentielles en Iran. Le flou des déclarations de candidature est savamment entretenu par l'ensemble des acteurs politiques : celle très souhaitée de l'ancien président Khatami semble déjà minée par la participation officialisée de Mehdi Karoubi, ancien président du Majlis également perçu comme un réformateur tandis que le soutien affiché de l'Ayatollah Ali Khamenei au président sortant Ahmadinejad -encore très populaire dans les petites villes et dans certaines provinces- n'atténue pas forcément les incertitudes sur les instructions données par le Guide au Conseil des Gardiens de la révolution, responsable du filtrage des candidats.

Entre le 10 février et le 12 juin, entre le « poing iranien » à desserrer et la « main tendue » des Etats-Unis, la marge de manoeuvre du président américain demeure, comme on le voit, particulièrement étroite. Alors que la Maison Blanche a déjà nommé et mis au travail deux émissaires spéciaux -l'un pour le Proche-Orient, l'autre pour la zone Pakistan-Afghanistan-, la désignation officielle et la définition de la mission pour celui qui devrait être en charge d'un dialogue avec l'Iran -Denis Ross- marquent le pas. Un retard qui n'est pas le moindre signe d'une complexité de ce dossier.